

# PLAN D'ACTION 2017

## COMMISSION INCLUSION SOCIALE, DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS



### Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU

La Commission contribue à construire la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains, afin d'orienter les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques.

Pour cela, elle promeut des débats politiques, des échanges d'expériences et la création collective de nouveaux savoirs qui permettent d'établir des orientations pour la conception et la mise en œuvre de politiques locales durables en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains.

En 2017, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains (CISDPDH) de CGLU poursuivra son travail de **promotion du droit à la ville et des droits humains dans la ville** en s'appuyant sur les **politiques locales concrètes** de ses membres et sur un travail de coopération avec la société civile et le secteur de la recherche mais aussi avec les organisations du système onusien (Bureau du Haut-Commissariat au Droit de l'Homme de l'ONU, Organisation Internationale du Travail, UNESCO...). De plus, la CISDPDH investira de nouveaux champs du droit à la ville tels que l'appui au travail informel, le logement social et la lutte contre le sans-abrisme ou encore la responsabilité sociale des entreprises et la lutte contre les paradis fiscaux.

## 1. Plaidoyer politique, relations institutionnelles et représentation

- **Articulation avec les Organisations de la Société Civile et participation à la [Plateforme Globale pour le Droit à la Ville](#)**, visant à promouvoir le droit à la ville mentionné dans l'Agenda Habitat III.

La Commission, à travers ses membres ou son secrétariat exécutif poursuivra son engagement au sein de la Plateforme, pour construire des alliances avec la société civile. La CISDPDH participe aux **groupes de travail « plaidoyer politique » et « communication »**.

- **Représentation au sein de la [Global Taskforce des Gouvernements Locaux et Régionaux](#)**

La Commission contribuera à l'élaboration des contenus de l'axe sur des villes inclusives et le droit à la ville au sein de la [Global Taskforce](#) (GTF). La GTF est un **espace de coordination réunissant les principaux réseaux de gouvernements locaux**, sous la coordination de CGLU, pour développer actions conjointes de plaidoyer politique vis-à-vis des processus politiques internationaux. En son sein, la **CISDPDH alimentera les propositions faites avec la participation de ses membres, et adoptera des déclarations politiques visant à faire progresser le Droit à la Ville sur les territoires.**

- **Promotion politique** de la [Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité](#), de la [Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville](#) et du document [Pour un Monde de Villes Inclusives](#).

La Commission continuera son travail de promotion afin que les Gouvernements Locaux adoptent ces Chartes, à travers sa participation à des rencontres internationales et via ses supports de communication. Ces travaux seront réalisés en collaboration avec des organisations de la société civile.

- **Coopération avec le [Haut-Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme](#)**

La CISDPDH développera le travail initié en 2015 avec le **Haut-Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme** pour renforcer la protection, la promotion et la garantie des droits humains au niveau local. Cela se concrétisera par l'organisation d'une session pilote de formation sur les mécanismes internationaux de protection des droits à destination des membres du réseau de défense des droits de la ville de Barcelone et par la constitution d'un réseau mondial sur le droit au logement et les droits des sans-abris / habitants des rues.

- **Organisation d'une campagne de promotion de la lutte contre les paradis fiscaux** par les élus locaux en partenariat avec l'ONG [OXFAM-Intermón](#).

## 2. Renforcement du réseau, leadership et gouvernance

- **Ouverture vers des villes méditerranéennes et de l'Afrique sub-saharienne**, à travers le projet [«Profiles et dialogues sur migrations entre villes méditerranéennes»](#) (Projet MC2CM) et via la coopération avec [ENDA-ECOPOP](#) pour la promotion de la Charte-Agenda Mondiale pour les Droits Humains en Afrique.
- **Renforcement des relations avec les nouveaux membres** : Madrid, Delhi et les villes indonésiennes grâce au travail de coopération avec l'ONG [«International NGO Forum on Indonesian Development » \(INFID\)](#).

- Organisation de **la réunion annuelle de coordination pour définir la stratégie à l'occasion du Conseil Mondial de CGLU ou d'une rencontre internationale sur le droit à la ville.**
- **Contribution à la stratégie globale de CGLU**, à travers la participation à la définition et à la mise en œuvre des axes stratégiques qui seront établis lors de la **Retraite Annuelle de CGLU** (Barcelone, en février).
- Promotion de l'élargissement du réseau notamment par l'implication de nouvelles villes à travers l'inclusion dans de nouveaux réseaux ([ICCAR- Réseau des Villes pour l'Inclusion et la Durabilité de l'UNESCO](#), Eurocities...), à travers des synergies avec les sections locales de CGLU et en travaillant vers une **représentation paritaire et territorialement équilibrée au sein de la [présidence collective de la Commission](#).**

### 3. Production et diffusion des connaissances

- **Mise en œuvre sur de nouveaux territoires du [programme de Suivi des Droits Humains](#) à la lumière de la *Charte-Agenda des Droits Humains dans la Cité*, et diffusion des [résultats du projet](#) pilote mis en place à Bogota en 2015, afin d'élargir le programme et d'inclure de nouveaux territoires.**
- Diffusion du travail de recherche développé sur l'axe thématique «**Villes périphériques et métropoles inclusives**» par le Laboratoire La Vue (Université Paris VIII) dans le cadre du projet GOLD, à travers l'organisation d'un **cycle de séminaires** sur le thème « Métropoles solidaires *versus* métropoles compétitives ».
- Poursuite de l'implication dans le projet «**[Profils et dialogues sur migrations entre villes méditerranéennes](#)**» (projet MC2CM). Ce programme vise à renforcer **l'inclusion des migrants au niveau local, notamment sur le volet de l'accès aux droits humains**, dans dix villes Sud-Méditerranéennes et Européennes: Tanger, Tunis, Beyrouth, Amman, Lisbonne, Lyon, Turin, Vienne et Madrid. Les travaux seront coordonnés par le [Centre International pour le Développement de Politiques Migratoires \(ICMPD\)](#) en collaboration avec le Secrétariat Mondial de CGLU. Dans ce cadre, la Commission travaillera à l'accompagnement de projets pilotes sur l'inclusion des migrants dans les villes d'accueil du projet.
- Diffusion du **guide (*Peer Review*) sur les politiques locales de cohésion sociale et dialogue interculturel et inter-religieux** rédigé dans le cadre du projet de dialogue villes à villes sur les migrations.
- Diffusion du **guide sur les pratiques locales d'inclusion sociale rédigé dans le cadre du [Réseau de Villes Inclusives et Durables – ICCAR](#) de l'UNESCO.**

- Participation au [Jury de la Distinction 2017 de l'OIDP «Bonnes Pratiques en Participation Citoyenne»](#), dont le gagnant sera annoncé lors de la 17<sup>ème</sup> Conférence de l'OIDP à Montréal en juin 2017.
- **Diffusion des pratiques d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et de Droits Humains des membres de la Commission**, ainsi que du travail de la CISDPDH dans ces domaines, à travers les outils suivants :
  - **Améliorations** de la structure et des contenus du **site web de la Commission** ([www.uclg-cisdp.org](http://www.uclg-cisdp.org)).
  - Usage intensif des **réseaux sociaux** ([Twitter](#) et [Facebook](#)) pour diffuser le travail de la Commission et accéder au grand public.
  - Diffusion des actualités relatives aux membres et partenaires de la Commission dans ses trois langues de travail (anglais, français et espagnol) à travers le **bulletin de la CISDPDH**.
  - Collectes de pratiques et de politiques publiques pour l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains à l'échelle locale, et diffusion des études de cas de [l'Observatoire des Villes Inclusives](#) (site web de la CISDPDH).

#### 4. Coopération et apprentissage

Les [Séminaires Internationaux de Gouvernements Locaux pour le Droit à la Ville](#) sont des espaces privilégiés pour l'échange de politiques publiques de mise en œuvre du droit à la ville. Ils sont aussi des espaces de dialogue avec la société civile et avec le secteur de la recherche pour innover en termes d'inclusion sociale et de participation. En 2017, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU co-organisera les rencontres suivantes:

- Le [7<sup>ème</sup> Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains de Gwangju](#), en Corée du Sud au mois d'octobre.
- **Un séminaire international sur Jeux olympiques et inclusion sociale**, avec le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis et Plaine Commune en septembre.
- **Une rencontre mondiale sur le droit à la ville, à Delhi**, en partenariat avec la ville de Delhi, Inde (à confirmer).

En outre, la CISDPDH coordonnera **deux séminaires d'échanges d'expériences et d'apprentissage** :

- Un **séminaire sur l'approche par les droits dans l'action publique locale**, en partenariat avec la ville de **Barcelone** (dates à confirmer). Dans ce cadre un guide sera proposé par Barcelone

- Un séminaire sur le **financement du logement social**, en partenariat avec la [Commission Finances Locales](#) et l'OCDE en mars.

En outre, la CISPDPH coordonnera:

- L'organisation d'une table ronde sur **Inclusion sociale et démocratie participative dans les aires métropolitaines** à l'occasion de la Conférence de l'[Observatoire International de la Démocratie Participative \(OIDP\)](#) et de la conférence annuelle de [Metropolis](#), qui se tiendront à Montréal en juin.
- L'organisation d'une **table ronde sur « Culture des Droits Humains »** dans le cadre du [Sommet Culture de CGLU](#) qui se tiendra à Jeju (Corée du Sud) les 10-13 mai, en partenariat avec les co-présidents de la ville de Gwangju.

Enfin, d'autres pistes de travail partenarial ont été évoquées et seront concrétisées au cours de l'année :

- **L'élaboration d'un guide sur le rôle des Gouvernements Locaux vis-à-vis des travailleurs informels**, à réaliser avec WIEGO, l'OIT et la ville de Bogota.
- Le lancement de groupes de travail sur **la jeunesse, la souveraineté alimentaire et les diversités.**

Finalement, l'année 2017, permettra de définir de nouvelles modalités de travail qui allient **renforcement des compétences locales** et **plaidoyer global**. A cette fin de nouvelles modalités d'échanges telles que les stages entre collectivités ou les pratiques de *Job Shadowing* seront étudiées.

Pour développer tous ces travaux, la Commission s'appuiera sur les contributions économiques de ses membres, ainsi que sur un appui du Secrétariat Mondial de CGLU.

